

# Peut-on sauver l'ours blanc ?

Les ursidés polaires pourraient disparaître d'ici à 2100, victimes de la fonte de la banquise. Les spécialistes sont aujourd'hui pessimistes sur leurs chances de survie.

PAR FRÉDÉRIC MOUCHON

**NOS** arrière-petits-enfants vivront-ils sur une planète où l'ours blanc ne sera plus qu'un mythe, réduit à une image dans un livre d'histoire ? La banquise, sur laquelle ils se reproduisent et où ils chassent des phoques, fond comme peau de chagrin. Au point que leurs chances de survivre à la hausse des températures sont devenues aussi minces que l'épaisseur de la glace en été dans le cercle polaire. Une étude alarmiste, publiée dans la revue scientifique « Nature Climate Change », estime que le réchauffement pourrait signer la quasi-extinction de l'espèce d'ici à la fin du siècle. Peut-on encore la sauver ?

« Si on parvient à sauver 10 % de la population actuelle, on aura de la chance, mais je suis franchement pessimiste, soupire Stéphane Hergueta, cofondateur de l'association le Cercle polaire. Contrairement à la situation du lion ou de l'éléphant que l'on peut tenter de protéger du braconnage qu'ils subissent, la fonte de la banquise est un phénomène que l'on ne peut absolument pas maîtriser. » Si la glace est



Les ours blancs sont directement menacés par la fonte de la banquise, leur terrain de chasse au printemps pour se nourrir de phoques et emmagasiner assez d'énergie pour tenir tout l'été et l'hiver suivant.

indispensable aux ours blancs, c'est que la banquise leur sert de terrain de chasse au printemps pour se nourrir des phoques et emmagasiner assez de graisse et d'énergie pour tenir tout l'été et l'hiver suivant. « Or, d'ici à 2100, on estime que l'océan central Arctique sera quasiment vide de glace pendant l'été », souligne Stéphane Hergueta.

L'équation est à la fois simple et tragique : sans banquise, ces animaux vont mourir de faim. Or, la superficie des glaces de mer est passée en été de 6 millions de km<sup>2</sup> environ entre 1980 et 2000 à 3 millions de km<sup>2</sup> aujourd'hui. Et si la glace fond, c'est parce que les émissions de gaz à effet de

serre, responsables du réchauffement climatique, s'affolent à la surface de la planète et conduisent à une hausse du mercure deux fois plus rapide dans le cercle polaire.

## « Considéré comme un animal à problème »

« On ne peut malheureusement pas arrêter du jour au lendemain la machine », souligne Florian Kirchner, de l'Union internationale pour la conservation de la nature. « Et on ne peut pas construire une clôture pour protéger les ours polaires de la température qui monte », souligne Steven Amstrup, un des auteurs de l'étude et scientifique en chef de l'ONG Polar Bears Interna-

tional. « Malgré un traité international sur la conservation des ours blancs signé en 1973 par le Canada, le Danemark (Groenland), la Norvège (Svalbard), les États-Unis et la Russie, la vingtaine de populations recensées ne connaît pas d'expansion démographique, explique Charlotte Nithart, de l'ONG Robin des bois. Elles sont en régression quantitative et qualitative avec une perte de poids, de stature et de leurs capacités de reproduction. » L'association écologiste souligne par ailleurs que la fragmentation et la disparition de leur habitat naturel, ajoutées à la difficulté de se nourrir en mer, amènent les ours blancs à se replier sur terre où ils sont

exposés « au harcèlement des activités humaines ».

« Il est aujourd'hui de plus en plus considéré comme un animal à problème, à l'instar de l'ours brun des Pyrénées », déplore Charlotte Nithart. « Alors qu'ils sont sous les feux croisés des menaces et devenus l'icône du réchauffement climatique, la communauté internationale refuse toujours d'interdire le commerce international des peaux et des trophées », constate la responsable associative. Une peau d'ours polaire se négocie sur le marché entre 50 000 et 100 000 € (!) en Europe, en Asie et aux États-Unis.

## Réduire les quotas de chasse ?

Pour sauver l'espèce, qui ne compterait plus aujourd'hui que 25 000 individus, certains évoquent la possibilité de réduire les quotas de chasse autorisés dans certaines régions arctiques. D'autres parlent de réintroduire au cœur du cercle polaire des animaux élevés en captivité, voire de les déménager au sud du globe vers l'Antarctique. Infaisable, selon le chercheur du Polar Bears International, qui estime qu'il « faudra peut-être envisager d'abattre les derniers ours polaires, au lieu de les laisser mourir de faim ».

Une issue à laquelle ne se résout pas Florian Kirchner. « La seule solution pour sauver la banquise, donc l'ours polaire, est de lutter efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre et que tous les États qui ont signé l'accord de Paris lors de la COP21 le respectent enfin. »

En  
BREF

## MASQUE

Le contribuable français n'a « pas vocation à payer des masques » pour tout le monde, a estimé Emmanuel Macron hier sur TF 1, assurant que ceux qui ne peuvent pas en acheter seront « aidés ». Le port du masque est devenu obligatoire dans les lieux publics clos depuis lundi.

## VIRUS

La SNCF essaye la prise de température pour ses usagers sur la base du volontariat. Les premiers tests ont été menés hier à la gare de Lyon à Paris. Cinq bornes installées sur le quai permettent aux voyageurs de mesurer leur température. La prise se fait sans contact, à l'aide d'une caméra thermique. Les données ne sont pas stockées. A partir du 5 août, les gares de l'Est et Montparnasse rejoindront l'expérience.

## TRUMP

Le président américain a reconnu hier la gravité de l'épidémie de Covid-19. « Cela va sûrement, malheureusement, empirer avant de s'améliorer. Je n'aime pas dire ça mais c'est comme ça », a-t-il déclaré à la Maison-Blanche, avant d'appeler « tout le monde » à porter un masque, quand la distanciation physique n'est pas possible.



On ne peut pas construire une clôture pour protéger les ours polaires de la température qui monte

STEVEN AMSTRUP, DE LONG  
POLAR BEARS INTERNATIONAL

## Entre 25 000 et 30 000 décès du Covid-19 en France

**ÉPIDÉMIE** Une étude de Santé publique France détaille l'évolution de la mortalité dans notre pays pendant la crise sanitaire. Et la compare à ses voisins européens.

PAR JOHN TIMSIT

**ON A ENFIN** des données plus précises sur la mortalité liée au Covid-19. Une étude de Santé publique France publiée aujourd'hui dresse un tableau assez exhaustif sur la question. Entre le 2 mars et le 31 mai, la France a connu 44,5 décès pour 100 000 habitants. Au total, 25 000 à 30 000 décès dans notre pays sont liés à l'épidémie du Covid-19. En Europe, la France se classe 6<sup>e</sup> des pays ayant déclaré le plus grand nombre de morts liés au Covid-19 par rapport à

sa population. Dans ce rapport, l'ECDC (Centre européen de prévention et de contrôle des maladies) souligne que la Belgique, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie et la Suède précédent notre pays.

En l'espace de trois mois, la mortalité a augmenté de 16,6 % par rapport à ce qui était attendu. Une évolution qui a atteint son pic début avril. Compte tenu de la surmortalité liée au Covid-19 et des effets associés au confinement, des incertitudes demeurent. Santé publique France précise que la mortalité liée à l'épidémie, à

partir des sources hospitalières et des établissements médico-sociaux, pourrait en effet être surestimée.

## Des disparités régionales

Cette hausse de la mortalité s'explique principalement par une surreprésentation (93 %) des 65 ans ou plus. Davantage d'hommes (+ 19,1 %) que de femmes (+ 16,7 %) sont venus augmenter ces chiffres. Les causes de la mortalité liée au Covid-19 varient aussi : l'obésité et le cancer chez les moins de 40 ans, des pathologies cardiaques, des insuffisances



Entre début mars et fin mai, à cause du Covid-19, la mortalité a augmenté de 16,6 % en France.

respiratoires ou du diabète pour les plus de 60 ans.

Autre élément clé : les disparités régionales. Retraçant la circulation du virus, le rapport montre que l'Île-de-France a été le territoire le plus impacté. Santé publique France y qualifie même la surmortalité d'« exceptionnelle ». Idem pour le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle dans le Grand-Est. Fortement touchée par l'épidémie, la région se retrouve en 2<sup>e</sup> position. Suivent l'Auvergne - Rhône-Alpes, la Bourgogne - Franche-Comté et les Hauts-de-France.

L'ouest du pays se distingue par une mortalité presque stable : aucun département en Bretagne ou en Nouvelle-Aquitaine n'a connu d'excès sur la période. Une sous-mortalité a même été observée dans six départements (Côtes-d'Armor, Finistère, Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques et Haute-Vienne). Ces données, dont les dernières datent du 31 mai, doivent être prises avec précaution. La Bretagne, la Nouvelle-Aquitaine ou la Mayenne connaissent depuis quelques jours une hausse du nombre de cas.